

**Accord national**

**CLASSIFICATION D'EMPLOIS  
ET DÉTERMINATION DES SALAIRES MINIMA  
DANS LES INDUSTRIES DU BOIS  
POUR LE BÂTIMENT ET LA FABRICATION  
DE MENUISERIES INDUSTRIELLES,  
CHARPENTES ET CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISÉES**

**(28 juin 2002)**

(Etendu par arrêté du 10 juillet 2003,  
*Journal officiel* du 22 juillet 2003)

AVENANT N° 6 DU 10 MARS 2009  
À L'ACCORD DU 28 JUIN 2002 RELATIF AUX SALAIRES  
ET À LA PRIME D'ANCIENNETÉ POUR L'ANNÉE 2009

NOR : ASET0950627M

**PRÉAMBULE**

Les signataires conviennent que les dispositions contenues dans ce présent accord annulent et remplacent toutes dispositions contenues dans la convention collective des menuiseries, charpentes, et constructions industrialisées et des portes planes et dans tout accord collectif de branche antérieur ayant le même objet.

**TITRE I<sup>er</sup>**

**CHAMP D'APPLICATION**

Les organisations patronales et syndicales représentatives au niveau national signataires du présent accord rappellent que ce dernier s'applique à toutes les entreprises répondant aux activités suivantes classées sous 16.23Z (anciennement 20.3Z) en application des accords paritaires des 3 décembre 1991, 21 décembre 1994, 27 octobre 1995, 20 novembre 1996 et 28 juin 2002 :

- charpentes et structures industrialisées en bois dont fermettes, lamellé-collé, poutres, poutrelles, panneaux-caissons, coffrages, écrans ;
- charpentes traditionnelles industrialisées en bois ;

- bâtiments industrialisés dont maisons à ossature en bois, bâtiments pré-fabriqués légers ou éléments de ces bâtiments, en bois ;
- éléments d'agencement intérieur en bois ;
- menuiseries industrialisées ;
- portes planes et blocs portes.

## TITRE II

### **MONTANTS DE LA RÉMUNÉRATION ANNUELLE GARANTIE ET DE LA PRIME D'ANCIENNETÉ**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Rémunération annuelle garantie*

Conformément aux dispositions des articles 7 et 10 de l'accord du 28 juin 2002, le barème de la rémunération annuelle garantie applicable en 2009 est le suivant :

#### 1.1. Classification d'emplois « Ouvriers » et « Employés »

*(En euros.)*

NIVEAU	COEFFICIENT HIÉRARCHIQUE	RAG
I échelon unique	100	15 887
II échelon 1 échelon 2 échelon 3	115 120 125	15 962 16 002 16 038
III échelon 1 échelon 2 échelon 3	135 140 150	16 165 16 313 16 482
IV échelon 1 échelon 2 échelon 3	160 170 180	16 692 16 914 17 179
V échelon unique	190	19 440
Base : horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif en moyenne sur l'année.		

## 1.2. Classification d'emplois « Techniciens » et « Agents de maîtrise »

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT HIÉRARCHIQUE	RAG
V		
échelon 1	185	18 134
échelon 2	190	19 440
échelon 3	210	21 308
VI		
échelon 1	230	23 338
échelon 2	265	26 889
échelon 3	300	30 440
VII		
échelon unique	310	31 457
Base : horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif en moyenne sur l'année.		

## 1.3. Classification d'emplois « Cadres »

(En euros.)

EMPLOIS	COEFFICIENT HIÉRARCHIQUE	RAG
VII		
échelon 1	305	30 949
échelon 2	310	31 457
VIII		
échelon 1	345	35 007
échelon 2	375	37 532
échelon 3	420	42 617
échelon 4	480	49 049
Base : horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif en moyenne sur l'année.		

## **Article 2**

### *Prime d'ancienneté*

L'article 11 de l'accord du 28 juin 2002 est ainsi modifié :

« La grille des montants de la prime d'ancienneté, base 151,67 heures, est négociée chaque année au moment de la négociation annuelle sur les salaires.

Elle figure en annexe I du présent accord.

Cette grille entrera en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature de l'accord. »

## **Article 3**

### *Egalité salariale hommes-femmes*

Les parties signataires, en application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail, conviennent que la présente négociation vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

A cette fin, au sens des articles L. 3221-2, L. 3221-3, L. 3221-4 et L. 3221-5 du code du travail, un diagnostic des écarts éventuels de rémunération entre les femmes et les hommes sera établi sur la base du rapport prévu à l'article D. 2241-7 du code du travail.

Les signataires décident de poursuivre cette réflexion et de faire engager, par l'observatoire prospectif des métiers et qualifications dans les industries du bois pour la construction et la fabrication de menuiseries industrielles, une étude quantitative qui portera sur l'actualisation de ce constat, son approfondissement et son évolution, pour identifier les actions à mettre en œuvre pour l'avenir, notamment dans les domaines suivants :

- le positionnement des femmes et des hommes en matière d'emploi et de qualification ;
- la part des hommes et des femmes en contrat de travail à temps plein, en contrat de travail à temps partiel et en contrat d'intérim ;
- la formation professionnelle réalisée par les hommes et les femmes.

## **Article 4**

### *Dépôt et extension*

Les parties signataires demandent à la partie patronale d'effectuer le dépôt auprès des services compétents du ministère du travail et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ainsi que les procédures de demande d'extension du présent accord.

## **Article 5**

### *Clause de sauvegarde*

En cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendrait inapplicable une quelconque disposition du présent accord, des négociations s'ouvriraient, à l'initiative de la partie la plus diligente, pour examiner les possibilités d'adapter le présent accord à la situation nouvelle ainsi créée.

## **Article 6**

### *Clause de dénonciation*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties signataires avec un préavis de 3 mois. La dénonciation est notifiée par son auteur aux autres signataires de l'accord par lettre recommandée avec avis de réception et doit donner lieu à dépôt.

## **Article 7**

### *Adhésion*

Les organisations professionnelles ou syndicales qui ne sont pas signataires du présent accord pourront y adhérer, conformément notamment aux dispositions du code du travail, en le notifiant par courrier recommandé avec avis de réception auprès des signataires. Copie de la notification sera déposée conformément à la loi.

Fait à Paris, le 10 mars 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

Fédération de l'industrie bois et construction ;  
Union des fabricants de menuiseries extérieures.

#### **Syndicat de salariés :**

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT.

## ANNEXE I

### Grille des montants mensuels de la prime d'ancienneté

Base 151,67 heures.

Applicable au premier jour du mois qui suit la signature de l'accord

#### A. – Grille « Ouvriers » et « Employés »

*(En euros.)*

NIVEAU	COEFFICIENT hiérarchique	ANCIENNETÉ				
		3 ans	6 ans	9 ans	12 ans	15 ans
I échelon unique	100	35,61	71,25	106,86	142,48	178,09
II échelon 1	115	36,54	73,10	109,65	146,19	182,74
échelon 2	120	36,85	73,71	110,57	147,44	184,29
échelon 3	125	37,17	74,34	111,49	148,66	185,84
III échelon 1	135	37,78	75,57	113,35	151,15	188,92
échelon 2	140	38,10	76,18	114,29	152,37	190,47
échelon 3	150	38,71	77,43	116,13	154,84	193,57
IV échelon 1	160	39,33	78,66	118,00	157,32	196,66
échelon 2	170	39,95	79,90	119,85	159,79	199,74
échelon 3	180	40,56	81,14	121,69	162,27	202,83
V échelon unique	190	45,25	90,50	135,74	180,99	226,26

B. – Grille « Techniciens » et « Agents de maîtrise »

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT hiérarchique	ANCIENNETÉ				
		3 ans	6 ans	9 ans	12 ans	15 ans
V						
échelon 1	185	44,06	88,11	132,17	176,25	220,29
échelon 2	190	45,25	90,50	135,74	180,99	226,26
échelon 3	210	50,02	100,02	150,04	200,05	250,07
VI						
échelon 1	230	54,78	109,55	164,33	219,10	273,88
échelon 2	265	63,11	126,23	189,32	252,44	315,55
échelon 3	300	71,45	142,89	214,33	285,78	357,23
VII						
échelon unique	310	73,83	147,65	221,49	295,31	369,13